



DÉCLARATION FINALE DE LA Xe CONFÉRENCE DE L'OBSERVATOIRE INTERNATIONAL DE LA DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE

À l'occasion de la **X^e conférence de l'Observatoire International de la Démocratie Participative**, qui se tient à Mexico dans le but de réfléchir à la crise mondiale et à la recherche de solutions sur le plan local, les participants à cette conférence issus de huit pays :

DÉCLARENT CE QUI SUIT

1. Le monde connaît aujourd'hui une crise profonde, multidimensionnelle, qui ne se limite pas à la dimension économique et financière mais s'étend à d'autres domaines, et constitue une véritable crise de valeurs. Au sens strict, elle peut être considérée comme la première grande crise mondiale qui touche non seulement les pays périphériques mais aussi les pays développés.
2. Cette crise structurelle a accentué l'appauvrissement, le chômage, la précarisation, les inégalités et la détérioration des conditions de vie de l'humanité, notamment chez les femmes, les enfants et les jeunes, et ses effets se font sentir d'une façon particulièrement dure sur le plan local.
3. À l'heure qu'il est, les pouvoirs dominants ont réussi à imposer au monde une logique d'action qui consiste à faire face à la crise en portant atteinte aux conditions de vie et de travail des secteurs populaires et des groupes sociaux exclus. Pour faire face à la crise, les politiques sont essentiellement axées sur la privatisation des profits, pour un groupe réduit de bénéficiaires, et la socialisation des pertes, pour le plus grand nombre, et ce, en privatisant et en commercialisant les biens et services publics, qui constituent en fait des droits acquis. Une des conséquences, entre autres, est celle de l'utilisation de ressources publiques multimillionnaires pour le sauvetage des grandes institutions financières, ce qui provoque un déficit public énorme empêchant les gouvernements et, tout particulièrement, les gouvernements locaux d'appliquer de nouvelles politiques sociales au service de la population.
4. Dans le but de relever un défi aussi considérable, un vaste processus de recherche et de construction de solutions est engagé à partir du local pour essayer de trouver une sortie à la crise qui soit mise en œuvre d'en bas, sur la base du local, du populaire et de l'élément citoyen, en réduisant les flagrantes inégalités sociales et en approfondissant et en étendant les libertés démocratiques.
5. Ces possibles issues, telles que les banques communautaires et les monnaies locales, dont nous avons réussi à présenter et faire connaître divers exemples concrets, sont construites sur des bases qui mettent l'accent sur la solidarité, la liberté et la paix, en bâtissant une nouvelle culture politique fondée sur l'équité, la diversité, l'autogestion et l'horizontalité dans l'accès aux droits fondamentaux et à l'égalité sociale.



6. La participation citoyenne devient ainsi l'outil stratégique et indispensable pour connaître, innover et mettre sur pied des solutions permettant d'améliorer la qualité de vie afin de renforcer de plus en plus la cohésion de nos sociétés. Sans la participation des citoyens, des mouvements et des organisations sociaux, c'est-à-dire, sans la mobilisation de leurs connaissances et de leurs énergies sociales, il ne sera pas possible d'identifier les éléments-clés pour définir une nouvelle logique d'un développement qui assumerait l'approche d'une certaine décroissance en tant que fondement d'une meilleure qualité de vie.

7. Il faut renforcer et soutenir les politiques publiques et participatives d'en bas, en encourageant l'utilisation des monnaies locales et des banques communautaires, en tant qu'éléments constitutifs d'une nouvelle économie, et consolider les politiques dans le domaine de l'agriculture urbaine. On constate que le travail qui doit être accompli auprès des jeunes est complexe et qu'il est nécessaire de mettre en place des mécanismes participatifs les intégrant et les encourageant à participer à la vie associative. Il conviendra d'agir à des niveaux impliquant la cogestion des citoyens, afin de renforcer l'autonomie des personnes tout en obtenant un bénéfice communautaire, et de rompre avec le monoculturalisme dominant, ce qui est indispensable si l'on veut reconnaître de nouvelles formes de gestion communautaire. Les outils juridiques de la démocratie participative doivent garantir le droit à la participation et les expériences réussies doivent être institutionnalisées tout en évitant la bureaucratisation.

8. En présence d'une crise qui semble s'aggraver et qui sera fort probablement très longue – ce qui n'exclut pas des épisodes de récupération –, il est essentiel d'approfondir et de consolider la plus grande diversité possible de processus et d'outils participatifs, qui se sont avérés capables de mettre sur pied un modèle alternatif au modèle en crise, afin d'éviter que celui-ci retombe sur ses victimes et non sur ces responsables.

9. Nous avons décidé de renforcer le réseau de l'OIDP, en tant qu'espace de dialogue de débat et de propositions, en élargissant la banque d'expériences, notamment avec les solutions qui ont connu le succès et qui ont été les plus efficaces devant les retombées de la crise, et qui ont été présentées dans le cadre de cette Xe conférence.

10. Renforcer la démocratie participative et transformer la démocratie représentative sont les deux faces d'une seule pièce dont l'objectif est de faire en sorte que nous soyons des citoyens et des citoyennes à plein temps – et pas seulement les jours des élections – et que nous disposions de plus en plus de capacité d'influence, de contrôle social et de participation réelle à la prise des décisions concernant les affaires publiques. Enfin, nous assumons que la démocratie participative repose, essentiellement, sur les processus de construction de la citoyenneté et de démocratisation de nos sociétés, gouvernements et États. Tels sont la conviction et l'engagement de l'OIDP.